

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2019/40008]

**12 DECEMBER 2018. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van de vijfde beheersovereenkomst van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française » voor de jaren 2019 tot en met 2022**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 9, tweede lid;

Gelet op het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) », inzonderheid op de artikelen 8 en 9;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juli 1997 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de artikelen 33 en 36 van het decreet van 14 juli 1997;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 september 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 28 november 2018;

Gelet op het advies van de Paritaire commissie van de RTBF, gegeven op 30 november 2018;

Gelet op de intentienota over de bestanddelen van de beheersovereenkomst, neergelegd bij het Parlement van de Franse Gemeenschap door de Minister van Media, op 22 maart 2018;

Gelet op de brede openbare raadpleging die plaatsgevonden heeft bij de openbare hoorzittingen binnen de commissie van het Parlement van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de aanbevelingen van het Parlement van de Franse Gemeenschap van 31 januari 2018;

Gelet op de beraadslaging van de raad van bestuur van 10 december 2018;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Onderzoek en Media;

Gelet op de beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De beheersovereenkomst, zoals gevoegd bij dit besluit, wordt goedgekeurd.**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.**Art. 3.** De Minister van Media is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 december 2018.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap:

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C - 2019/40069]

**21 DÉCEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant, pour la diffusion en mode numérique, la liste des radiofréquences utilisables par les radios indépendantes ainsi que le nombre de radios en réseau, leurs zones de service théoriques et les radiofréquences utilisables qui les composent**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels tel que modifié, et plus particulièrement l'article 110*bis*;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 octobre 2018 fixant une liste de radiofréquences attribuables pour la diffusion de service sonore en mode numérique par voie hertzienne terrestre;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 décembre 2018 fixant, pour la diffusion en mode analogique, la liste des radiofréquences assignables aux radios indépendantes ainsi que le nombre de radios en réseau, leurs zones de service théoriques et les radiofréquences assignables qui les composent;

Considérant que la diffusion hertzienne en mode numérique présente de nombreux avantages et qu'elle permet ainsi notamment, en comparaison à la transmission analogique, d'améliorer la diffusion, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif;

Considérant que pour cette raison, l'attribution de radiofréquences pour la diffusion hertzienne en mode numérique doit offrir la possibilité, dans la mesure du possible et compte tenu des contraintes techniques, aux services sonores de migrer à terme de la technologie analogique vers la technologie numérique;

Considérant que cette migration, lorsqu'elle est possible, doit pouvoir s'opérer progressivement afin de permettre au public de se familiariser avec cette technologie et surtout d'acquérir des récepteurs adaptés;

Considérant qu'il faut dès lors permettre une coexistence de diffusion des services sonores en mode numérique et en mode analogique, dite « simultaneous broadcast » ou « simulcast »;

Considérant que pour mettre en œuvre le simulcast, il convient d'adopter une structure du paysage radiophonique numérique qui soit, dans la mesure du possible, comparable à la structure analogique;

Considérant que l'article 113*bis* du décret du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels inséré par le décret du 14 juin 2018 a pour objectif d'offrir la possibilité au Gouvernement de lancer une procédure d'appel d'offre unique aux fins d'attribuer aux candidats tant des radiofréquences numériques qu'analogiques;

Considérant que les contraintes techniques ne permettent pas, dans certains cas, une correspondance complète des zones de services théoriques pour les deux modes de diffusion;

Considérant que pour les radios en réseau, il est techniquement possible, en mode numérique, de couvrir une zone théorique correspondant, a minima, à la zone de service théorique analogique;

Considérant dans ce cadre que les réseaux de radiofréquences analogiques à couverture urbaine pourront avoir une correspondance numérique à couverture communautaire;

Considérant que la technologie numérique permet par ailleurs la diffusion d'un plus grand nombre de radios en réseau;

Considérant dès lors qu'il est possible d'utiliser deux réseaux de radiofréquences (multiplex) pour la diffusion de :

- Onze radios en réseau à couverture théorique communautaire (avec une capacité de 96 kbps par radio);

- Quatre radios en réseau à couverture théorique provinciale ou pluriprovinciale (avec une capacité de 96 kbps par radio);

Considérant que la diffusion hertzienne en mode numérique est une technologie prédestinée à couvrir des zones relativement étendues avec un nombre limité de radiofréquences et que, conséquemment, la possibilité de constituer un maillage d'émetteurs à couverture locale est relativement limitée;

Considérant en conséquence que l'objectif de correspondance minimale entre les couvertures analogiques et numériques n'est pas totalement réalisable pour les radios indépendantes;

Considérant néanmoins qu'il est possible d'utiliser et subdiviser certaines radiofréquences pour la diffusion hertzienne numérique à des fins de diffusion restreinte et qu'il est ainsi envisageable d'installer plusieurs multiplex locaux au départ desquels plusieurs radios indépendantes pourraient être diffusées;

Considérant que pour ce faire, il a été tenu compte, autant qu'il en a été possible, des caractéristiques géographiques des radiofréquences pour la diffusion hertzienne analogique dont disposent actuellement les radios indépendantes;

Considérant qu'il est dès lors possible de prévoir pour les radios indépendantes 12 multiplex permettant au maximum d'accueillir chacun 18 radios indépendantes (avec une capacité de minimum 64 kbps par radio);

Vu les réponses apportées aux consultations publiques réalisées sur la période du 11 juillet 2018 au 30 août 2018 et sur la période du 21 novembre 2018 au 20 décembre 2018;

Vu l'avis n° 4/2018 du Collège d'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel donné le 18 septembre 2018;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 octobre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 octobre 2018;

Vu l'avis 64/713/4 du Conseil d'Etat, donné le 3 décembre 2018, en application de l'article 84, §1<sup>er</sup>, alinéa 1, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnés le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les multiplex utilisables par les radios indépendantes figurent à l'annexe 1 du présent arrêté. Chaque radio indépendante peut disposer d'une capacité d'utilisation d'au moins 64 kbps sur un de ces multiplex.

**Art. 2.** Les multiplex utilisables par des radios en réseau ayant une zone de service théorique couvrant la région de langue française et la région bilingue de Bruxelles-Capitale, ci-après dénommées radios en réseau communautaires, figurent aux annexes 2 et 3 du présent arrêté.

Au total, 11 radios en réseau communautaires peuvent disposer d'une capacité d'utilisation sur un de ces multiplex :

- « C1 » sur le multiplex de l'annexe 2 avec une capacité d'utilisation de 96 kbps;
- « C2 » sur le multiplex de l'annexe 2 avec une capacité d'utilisation de 96 kbps;
- « C3 » sur le multiplex de l'annexe 2 avec une capacité d'utilisation de 96 kbps;
- « C4 » sur le multiplex de l'annexe 2 avec une capacité d'utilisation de 96 kbps;
- « C5 » sur le multiplex de l'annexe 3 avec une capacité d'utilisation de 96 kbps;
- « C6 » sur le multiplex de l'annexe 3 avec une capacité d'utilisation de 96 kbps;
- « C7 » sur le multiplex de l'annexe 2 avec une capacité d'utilisation de 96 kbps;
- « C8 » sur le multiplex de l'annexe 2 avec une capacité d'utilisation de 96 kbps;
- « C9 » sur le multiplex de l'annexe 3 avec une capacité d'utilisation de 96 kbps;
- « C10 » sur le multiplex de l'annexe 3 avec une capacité d'utilisation de 96 kbps;
- « C11 » sur le multiplex de l'annexe 3 avec une capacité d'utilisation de 96 kbps.

**Art. 3.** Le multiplex de l'annexe 3 du présent arrêté est également utilisable de façon géographiquement partagée par 4 radios en réseau provinciales ou pluriprovinciales ayant une zone de service théorique couvrant :

- pour la radio en réseau pluriprovinciale « LU - NA », les provinces de Namur et de Luxembourg avec une capacité d'utilisation de 96 kbps. Les radiofréquences qui composent ce réseau figurent à l'annexe 4 du présent arrêté;

- pour la radio en réseau pluriprovinciale « BW - BXL », la province du Brabant wallon et la région bilingue de Bruxelles-Capitale avec une capacité d'utilisation de 96 kbps. Les radiofréquences qui composent ce réseau figurent à l'annexe 5 du présent arrêté.

- pour la radio en réseau provinciale « HA », la province du Hainaut avec une capacité d'utilisation de 96 kbps. Les radiofréquences qui composent ce réseau figurent à l'annexe 6 du présent arrêté.

- pour la radio en réseau provinciale « LI », la province de Liège, à l'exclusion des communes de Amlève, Bullange, Burg-Reuland, Butgenbach, Eupen, La Calamine, Lontzen, Raeren et Saint-Vith, avec une capacité d'utilisation de 96 kbps. Les radiofréquences qui composent ce réseau figurent à l'annexe 7 du présent arrêté.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 5.** Le Ministre ayant les Médias dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 décembre 2018.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, chargé de l'Égalité des Chances et des Droits des femmes,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des médias,

J.-Cl. MARCOURT

Annexe 1 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant, pour la diffusion en mode numérique, la liste des radiofréquences utilisables par les radios indépendantes ainsi que le nombre de radios en réseau, leurs zones de service théoriques et les radiofréquences utilisables qui les composent

**Les multiplex des radios indépendantes**

N°	Multiplex
<b>1</b>	<b>BRUXELLES 12B</b>
	BRUXELLES 225.648 MHz (bloc 12B)
<b>2</b>	<b>MFN BW EST 7D, 8B, 8C</b>
	CHAUMONT-GISTOUX 194.064 MHz (bloc 7D)
	JODOIGNE 197.648 MHz (bloc 8B)
	LOUVAIN-LA-NEUVE 199.36 MHz (bloc 8C)
<b>3</b>	<b>MFN BW OUEST 7C, 9D, 12C</b>
	BRAINE L'ALLEUD 192.352 MHz (bloc 7C)
	TUBIZE 208.064 MHz (bloc 9D)
	NIVELLES 227.36 MHz (bloc 12C)
<b>4</b>	<b>MFN HAINAUT NORD 7B, 9C, 11C</b>
	LESSINES 190.64 MHz (bloc 7B)
	SOIGNIES 206.352 MHz (bloc 9C)
	BRUGELETTE 220.352 MHz (bloc 11C)
<b>5</b>	<b>MFN NAMUR 7A, 7B, 11C</b>
	EGHEZEE 188.928 MHz (bloc 7A)
	LIGNY 190.64 MHz (bloc 7B)
	NAMUR 220.352 MHz (bloc 11C)
<b>6</b>	<b>SFN HAINAUT OUEST 12B</b>
	TOURNAI 225.648 MHz (bloc 12B)
	COMINES 225.648 MHz (bloc 12B)
	QUEVAUCAMPS 225.648 MHz (bloc 12B)
<b>7</b>	<b>SFN HAINAUT SUD 12B</b>
	BEAUMONT 225.648 MHz (bloc 12B)
	RIEZES 225.648 MHz (bloc 12B)
	CHIMAY 225.648 MHz (bloc 12B)
<b>8</b>	<b>SFN LIEGE EST 11B</b>
	MALMEDY 218.64 MHz (bloc 11B)
	BEHO 218.64 MHz (bloc 11B)
<b>9</b>	<b>SFN LIEGE 12B</b>
	LIEGE CITADELLE 225.648 MHz (bloc 12B)
	BANNEUX-LOUVEIGNE 225.648 MHz (bloc 12B)
	BASSENGE 225.648 MHz (bloc 12B)
<b>10</b>	<b>SFN LIEGE OUEST 11B</b>
	HUY 218.64 MHz (bloc 11B)
<b>11</b>	<b>SFN LUXEMBOURG 12B</b>
	IZEL 225.648 MHz (bloc 12B)
	VIRTON 225.648 MHz (bloc 12B)
	BASTOGNE 225.648 MHz (bloc 12B)
<b>12</b>	<b>SFN MONS-CHARLEROI-LA LOUVIERE 11B</b>
	CHARLEROI 218.64 MHz (bloc 11B)
	MONS 218.64 MHz (bloc 11B)
	HOUDENG 218.64 MHz (bloc 11B)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant, pour la diffusion en mode numérique, la liste des radiofréquences utilisables par les radios indépendantes ainsi que le nombre de radios en réseau, leurs zones de service théoriques et les radiofréquences utilisables qui les composent.

Bruxelles, le 21 décembre 2018.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant, pour la diffusion en mode numérique, la liste des radiofréquences utilisables par les radios indépendantes ainsi que le nombre de radios en réseau, leurs zones de service théoriques et les radiofréquences utilisables qui les composent

**Premier multiplex des radios en réseau (MUX 1)**

	Localisation	Freq [MHz]
1	PROFONDEVILLE	176.640 (bloc 5B)
2	LEGLISE ANLIER	176.640 (bloc 5B)
3	MARCHE AYE	176.640 (bloc 5B)
4	COUVIN	176.640 (bloc 5B)
5	BOUILLON	176.640 (bloc 5B)
6	LA ROCHE-EN-ARDENNE	176.640 (bloc 5B)
7	NAMUR CENTRE	176.640 (bloc 5B)
8	ANDERLUES	178.352 (bloc 5C)
9	TOURNAI FROIDMONT	178.352 (bloc 5C)
10	LA LOUVIERE HOUDENG	178.352 (bloc 5C)
11	FLOBECQ LA HOUPPE	178.352 (bloc 5C)
12	FRAMERIES	178.352 (bloc 5C)
13	CHIMAY FORGES	178.352 (bloc 5C)
14	COMINES WARNETON	178.352 (bloc 5C)
15	LIEGE BOL AIR	201.072 (bloc 8D)
16	AVERNAS	201.072 (bloc 8D)
17	VERVIERS DISON	201.072 (bloc 8D)
18	MALMEDY BERNISTER	201.072 (bloc 8D)
19	VIELSALM FRAITURE	201.072 (bloc 8D)
20	SPA SPALOUMONT	201.072 (bloc 8D)
21	LEEUV-ST-PIERRE	222.064 (bloc 11D)
22	RONQUIERES	222.064 (bloc 11D)
23	WAVRE	222.064 (bloc 11D)
24	BRUXELLES TF	222.064 (bloc 11D)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant, pour la diffusion en mode numérique, la liste des radiofréquences utilisables par les radios indépendantes ainsi que le nombre de radios en réseau, leurs zones de service théoriques et les radiofréquences utilisables qui les composent.

Bruxelles, le 21 décembre 2018.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des médias,  
J.-C.MARCOURT

Annexe 3 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant, pour la diffusion en mode numérique, la liste des radiofréquences utilisables par les radios indépendantes ainsi que le nombre de radios en réseau, leurs zones de service théoriques et les radiofréquences utilisables qui les composent

**Second multiplex des radios en réseau (MUX 2)**

	Localisation	Freq [MHz]
1	PROFONDEVILLE	185.360 (bloc 6C)
2	LEGLISE ANLIER	185.360 (bloc 6C)
3	MARCHE AYE	185.360 (bloc 6C)
4	COUVIN	185.360 (bloc 6C)
5	BOUILLON	185.360 (bloc 6C)
6	LA ROCHE-EN-ARDENNE	185.360 (bloc 6C)
7	NAMUR CENTRE	185.360 (bloc 6C)
8	ANDERLUES	181.936 (bloc 6A)
9	TOURNAI FROIDMONT	181.936 (bloc 6A)

	Localisation	Freq [MHz]
10	LA LOUVIERE HOUDENG	181.936 (bloc 6A)
11	FLOBECQ LA HOUPPE	181.936 (bloc 6A)
12	FRAMERIES	181.936 (bloc 6A)
13	CHIMAY FORGES	181.936 (bloc 6A)
14	COMINES WARNETON	181.936 (bloc 6A)
15	LIEGE BOL AIR	183.648 (bloc 6B)
16	AVERNAS	183.648 (bloc 6B)
17	VERVIERS DISON	183.648 (bloc 6B)
18	MALMEDY BERNISTER	183.648 (bloc 6B)
19	VIELSALM FRAITURE	183.648 (bloc 6B)
20	SPA SPALOUMONT	183.648 (bloc 6B)
21	LEEUEW-ST-PIERRE	187.072 (bloc 6D)
22	RONQUIERES	187.072 (bloc 6D)
23	WAVRE	187.072 (bloc 6D)
24	BRUXELLES TF	187.072 (bloc 6D)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant, pour la diffusion en mode numérique, la liste des radiofréquences utilisables par les radios indépendantes ainsi que le nombre de radios en réseau, leurs zones de service théoriques et les radiofréquences utilisables qui les composent.

Bruxelles, le 21 décembre 2018.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des médias,  
J.-Cl. MARCOURT

**Annexe 4 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant, pour la diffusion en mode numérique, la liste des radiofréquences utilisables par les radios indépendantes ainsi que le nombre de radios en réseau, leurs zones de service théoriques et les radiofréquences utilisables qui les composent**

**Radio en réseau pluriprovinciale « LU-NA »**

	Localisation	Freq [MHz]
1	PROFONDEVILLE	185.360 (bloc 6C)
2	LEGLISE ANLIER	185.360 (bloc 6C)
3	MARCHE AYE	185.360 (bloc 6C)
4	COUVIN	185.360 (bloc 6C)
5	BOUILLON	185.360 (bloc 6C)
6	LA ROCHE-EN-ARDENNE	185.360 (bloc 6C)
7	NAMUR CENTRE	185.360 (bloc 6C)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant, pour la diffusion en mode numérique, la liste des radiofréquences utilisables par les radios indépendantes ainsi que le nombre de radios en réseau, leurs zones de service théoriques et les radiofréquences utilisables qui les composent.

Bruxelles, le 21 décembre 2018.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des médias,  
J.-Cl. MARCOURT

**Annexe 5 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant, pour la diffusion en mode numérique, la liste des radiofréquences utilisables par les radios indépendantes ainsi que le nombre de radios en réseau, leurs zones de service théoriques et les radiofréquences utilisables qui les composent**

**Radio en réseau pluriprovinciale « BW-BXL »**

	Localisation	Freq [MHz]
1	LEEUEW-ST-PIERRE	187.072 (bloc 6D)

	Localisation	Freq [MHz]
2	RONQUIERES	187.072 (bloc 6D)
3	WAVRE	187.072 (bloc 6D)
4	BRUXELLES TF	187.072 (bloc 6D)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant, pour la diffusion en mode numérique, la liste des radiofréquences utilisables par les radios indépendantes ainsi que le nombre de radios en réseau, leurs zones de service théoriques et les radiofréquences utilisables qui les composent.

Bruxelles, le 21 décembre 2018.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des médias,  
J.-Cl. MARCOURT

**Annexe 6 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant, pour la diffusion en mode numérique, la liste des radiofréquences utilisables par les radios indépendantes ainsi que le nombre de radios en réseau, leurs zones de service théoriques et les radiofréquences utilisables qui les composent**

**Radio en réseau provinciale « HA »**

	Localisation	Freq [MHz]
1	ANDERLUES	181.936 (bloc 6A)
2	TOURNAI FROIDMONT	181.936 (bloc 6A)
3	LA LOUVIERE HOUDENG	181.936 (bloc 6A)
4	FLOBECQ LA HOUPPE	181.936 (bloc 6A)
5	FRAMERIES	181.936 (bloc 6A)
6	CHIMAY FORGES	181.936 (bloc 6A)
7	COMINES WARNETON	181.936 (bloc 6A)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant, pour la diffusion en mode numérique, la liste des radiofréquences utilisables par les radios indépendantes ainsi que le nombre de radios en réseau, leurs zones de service théoriques et les radiofréquences utilisables qui les composent.

Bruxelles, le 21 décembre 2018.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des médias,  
J.-Cl. MARCOURT

**Annexe 7 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant, pour la diffusion en mode numérique, la liste des radiofréquences utilisables par les radios indépendantes ainsi que le nombre de radios en réseau, leurs zones de service théoriques et les radiofréquences utilisables qui les composent**

**Radio en réseau provinciale « LI »**

	Localisation	Freq [MHz]
1	LIEGE BOL AIR	183.648 (bloc 6B)
2	AVERNAS	183.648 (bloc 6B)
3	VERVIERS DISON	183.648 (bloc 6B)
4	MALMEDY BERNISTER	183.648 (bloc 6B)
5	VIELSALM FRAITURE	183.648 (bloc 6B)
6	SPA SPALOUMONT	183.648 (bloc 6B)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant, pour la diffusion en mode numérique, la liste des radiofréquences utilisables par les radios indépendantes ainsi que le nombre de radios en réseau, leurs zones de service théoriques et les radiofréquences utilisables qui les composent.

Bruxelles, le 21 décembre 2018.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des médias,  
J.-Cl. MARCOURT

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/40069]

**21 DECEMBER 2018. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling, voor de uitzending via digitale radiogolven, van de lijst van radiofrequenties die kunnen worden gebruikt door onafhankelijke radio's alsook het aantal netwerkradio's, hun theoretische dienstzones en de beschikbare radiofrequenties die ze samenstellen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten gecoördineerd op 26 maart 2009, zoals gewijzigd, en, inzonderheid op artikel 110*bis*;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 oktober 2018 tot vaststelling van een lijst van radiofrequenties die kunnen worden toegewezen voor de uitzending van klankradio-omroepdiensten via digitale terrestrische radiogolven;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 december 2018 tot bepaling, voor de uitzending via analoge radiogolven, van de lijst van radiofrequenties die kunnen worden toegewezen aan onafhankelijke radio's alsook het aantal netwerkradio's, hun theoretische dienstzones en de toekenbare radiofrequenties die ze samenstellen;

Overwegende dat de uitzending via digitale radiogolven veel voordelen biedt en dat ze inzonderheid de mogelijkheid biedt om, in vergelijking met analoge uitzendingen, de uitzending te verbeteren, zowel vanuit een kwantitatief als een kwalitatief standpunt;

Overwegende dat de toewijzing van radiofrequenties voor de uitzending via digitale radiogolven om deze reden de mogelijkheid moet bieden om, voor zover mogelijk en rekening houdend met de technische beperkingen, te zorgen voor klankradio-omroepdiensten om uiteindelijk te migreren van de analoge naar de digitale technologie;

Overwegende dat deze migratie, indien mogelijk, geleidelijk moet kunnen plaatsvinden om het publiek vertrouwd te maken met deze technologie en vooral om geschikte ontvangers te verwerven;

Overwegende dat het daarom noodzakelijk is de coëxistentie van de uitzending van digitale en analoge klankradio-omroepdiensten, de zogenaamde "simultaneous broadcast" of "simulcast", toe te laten;

Overwegende dat, om simulcast ten uitvoer te leggen, een landschapsstructuur van digitale radio-omroep moet worden aangenomen die, voor zover mogelijk, vergelijkbaar is met de analoge structuur;

Overwegende dat artikel 113*bis* van het decreet van 26 maart 2009 betreffende de audiovisuele mediadiensten, ingevoegd bij het decreet van 14 juni 2018 ten doel heeft de mogelijkheid te bieden aan de Regering om een enige aanbestedingsprocedure in te stellen om aan de kandidaten zowel digitale als analoge radiofrequenties toe te wijzen;

Overwegende dat de technische beperkingen, in sommige gevallen, geen volledige overeenstemming toelaten tussen de theoretische dienstzones voor beide uitzendingswijzen;

Overwegende dat het voor netwerkradio's technisch mogelijk is om digitaal een theoretische zone te dekken die a minima overeenkomt met de analoge theoretische dienstzone;

Overwegende dat, in dit kader, de analoge radiofrequentienetwerken met stedelijke dekking in staat zullen zijn om een digitale overeenstemming te hebben met gemeenschapsdekking;

Overwegende dat de digitale technologie verder ook de uitzending van een groter aantal netwerkradio's mogelijk maakt;

Overwegende dat het derhalve mogelijk is om twee radiofrequentienetwerken (multiplex) voor uitzending te gebruiken:

- Elf netwerkradio's met een theoretische gemeenschapsdekking (met een capaciteit van 96 kbps per radio);
- Vier netwerkradio's met provinciale of pluriprovinciale theoretische dekking (met een capaciteit van 96 kbps per radio);

Overwegende dat de digitale hertzuitzending een technologie is die voorbestemd is om relatief grote zones met een beperkt aantal radiofrequenties te dekken en dat bijgevolg de mogelijkheid om een netwerk van zenders met een lokale dekking te vormen relatief beperkt is;

Overwegend dat dientengevolge het doel van minimale overeenstemming tussen analoge en digitale dekking niet volledig haalbaar is voor onafhankelijke radio's;

Overwegende niettemin dat het mogelijk is om bepaalde radiofrequenties voor de digitale hertzuitzending te gebruiken en te onderverdelen met het oog op een beperkte uitzending en dat het dus denkbaar is om meerdere lokale multiplexen te installeren waaruit verschillende onafhankelijke radio's kunnen worden uitgezonden;

Overwegende dat, daartoe, voor zover mogelijk, rekening werd gehouden met de geografische kenmerken van radiofrequenties voor de analoge hertzuitzending waarover de onafhankelijke radio's momenteel beschikken;

Overwegend dat het daarom mogelijk is om voor de onafhankelijke radio's 12 multiplexen te voorzien die elk maximaal ruimte bieden voor 18 onafhankelijke radio's (met een capaciteit van ten minste 64 kbps per radio);

Gelet op de antwoorden gegeven bij de openbare raadpleging voor de periode van 11 juli 2018 tot 30 augustus 2018 en voor de periode van 21 november 2018 tot 20 december 2018;

Gelet op het advies nr. 4/2018 van het Adviescollege van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector, gegeven op 18 september 2018;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 11 oktober 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 17 oktober 2018;

Gelet op het advies 64/713/4 van de Raad van State, gegeven op 3 december 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De multiplexen die kunnen worden gebruikt door onafhankelijke radio's worden opgenomen in bijlage 1 bij dit besluit. Elke onafhankelijke radio kan een capaciteit van ten minste 64 kbps gebruiken op een van deze multiplexen.

**Art. 2.** Multiplexen die kunnen worden gebruikt voor netwerkradio's met een theoretische dienstzone die het Franse taalgebied en het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad bestrijkt, hierna gemeenschapsnetwerkradio's genoemd, worden opgenomen in de bijlagen 2 en 3 bij dit besluit.

Totaal kunnen 11 gemeenschapsnetwerkradio's over een gebruikscapaciteit op één van deze multiplexen beschikken:

- « C1 » op het multiplex van bijlage 2 met een gebruikscapaciteit van 96 kbps;
- « C2 » op het multiplex van bijlage 2 met een gebruikscapaciteit van 96 kbps;
- « C3 » op het multiplex van bijlage 2 met een gebruikscapaciteit van 96 kbps;
- « C4 » op het multiplex van bijlage 2 met een gebruikscapaciteit van 96 kbps;
- « C5 » op het multiplex van bijlage 3 met een gebruikscapaciteit van 96 kbps;
- « C6 » op het multiplex van bijlage 3 met een gebruikscapaciteit van 96 kbps;
- « C7 » op het multiplex van bijlage 2 met een gebruikscapaciteit van 96 kbps;
- « C8 » op het multiplex van bijlage 2 met een gebruikscapaciteit van 96 kbps;
- « C9 » op het multiplex van bijlage 3 met een gebruikscapaciteit van 96 kbps;
- « C10 » op het multiplex van bijlage 3 met een gebruikscapaciteit van 96 kbps;
- « C11 » op het multiplex van bijlage 3 met een gebruikscapaciteit van 96 kbps.

**Art. 3.** Het multiplex van bijlage 3 van dit besluit kan ook op een geografisch gedeelde manier gebruikt worden door 4 provinciale of pluriprovinciale netwerkradio's met een theoretische dienstzone die betrekking heeft op :

- voor de pluriprovinciale netwerkradio « LU - NA », de provincies Namen en Luxemburg met een gebruikscapaciteit van 96 kbps. De radiofrequenties waaruit dit netwerk bestaat, worden opgenomen in bijlage 4 bij dit besluit;

- voor de pluriprovinciale netwerkradio « BW - BXL », de provincie Waals- Brabant en het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad met een gebruikscapaciteit van 96 kbps. De radiofrequenties waaruit dit netwerk bestaat, worden opgenomen in bijlage 5 bij dit besluit;

- voor de provinciale netwerkradio « HA », de provincie Henegouwen met een gebruikscapaciteit van 96 kbps. De radiofrequenties waaruit dit netwerk bestaat, worden opgenomen in bijlage 6 bij dit besluit.

- voor de provinciale netwerkradio « LI », de provincie Luik, met uitsluiting van de gemeenten Amblève, Bullange, Burg-Reuland, Butgenbach, Eupen, La Calamine, Lontzen, Raeren en Saint-Vith, met een gebruikscapaciteit van 96 kbps. De radiofrequenties waaruit dit netwerk bestaat, worden opgenomen in bijlage 7 bij dit besluit.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 5.** De Minister bevoegd voor de Media is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 december 2018.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,  
J.-Cl. MARCOURT

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C - 2019/40066]

**21 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant, pour la diffusion en mode analogique, la liste des radiofréquences assignables aux radios indépendantes ainsi que le nombre de radios en réseau, leurs zones de service théoriques et les radiofréquences assignables qui les composent**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, tel que modifié, et plus particulièrement l'article 104;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 février 2018 fixant une liste des radiofréquences attribuables pour la diffusion sonore en mode analogique par voie hertzienne terrestre;

Considérant que la structure du paysage radiophonique en Communauté française a été définie par le Gouvernement dans l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif au nombre, à la structure et à la zone de service des réseaux de radiofréquences à insérer dans l'appel d'offres visé à l'article 104 du décret du 27 février 2003;

Considérant que cette structure a notamment été établie au regard de la recommandation n° 3/2003 du 5 novembre 2003 du Conseil supérieur de l'audiovisuel relative au paysage radiophonique de la Communauté française;

Considérant que la structure ainsi définie a, dans sa mise en œuvre effective, permis la stabilisation et même le développement d'un paysage radiophonique diversifié et équilibré et que cette structure a ainsi démontré pour grande partie sa pertinence;

Considérant que certaines adaptations doivent toutefois être apportées à cette structure afin d'améliorer les conditions techniques et de viabilité économique de certains services sonores;